

Document de synthèse provisoire
**Conséquences de la pandémie au COVID-19
pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (SAN)**

par le Groupe d'experts de haut niveau
sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE)

Avertissement

Compte tenu des délais très courts liés à la demande urgente du CSA, et du fait que la crise actuelle est d'une ampleur sans précédent, évoluant rapidement et avec de nombreuses inconnues, ce document doit être considéré comme un premier document de synthèse visant à informer le CSA des conséquences prévisibles du COVID-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition (SAN), tel qu'elles sont actuellement perçues par le HLPE. À la suite de la discussion avec le Bureau et le Groupe consultatif du CSA, le HLPE prévoit de nouvelles mises à jour de ce document à mesure de l'évolution de la situation, ainsi que l'intégration de cette question dans le prochain rapport du HLPE: «Sécurité alimentaire et nutrition: exposé des faits global à l'horizon 2030».

24 mars 2020

Valide jusqu'à l'édition suivante

Introduction

Contexte général

Les premiers cas de COVID-19 ont été signalés en novembre 2019 dans la province de Hubei, en Chine. Depuis le 23 janvier 2020, la ville de Wuhan est confinée. Très peu de temps après, d'autres régions de la Chine ont adopté des mesures très strictes pour contenir la propagation du COVID-19. Aujourd'hui, la Chine revendique le contrôle effectif de la propagation du COVID-19. Cependant, les impacts, tant sur la Chine (environ deux mois de perturbations / forte influence négative sur la production) que sur le reste du monde (la part actuelle de la Chine dans le PIB mondial est de 16,3%, contre seulement 4,2% lors de l'épidémie de SRAS en 2003) seront très importants et ne sont pas encore pleinement estimés à ce jour.

Le 11 mars 2020, l'OMS qualifia de «pandémie» l'épidémie de COVID-19. Au 23 mars 2020, le COVID-19 touchait 189 pays.

Les pays de l'Union européenne, et particulièrement l'Italie, l'Espagne et la France, ont pris des mesures très strictes afin de contenir la propagation du virus, reflétant celles adoptées plus tôt en Chine. D'autres pays ont eu des approches différentes, mais commencent également à adopter des mesures de confinement plus strictes.

L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition était déjà alarmant avant la pandémie de COVID-19: selon «L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde (SOFI)» (FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS, 2019)ⁱ, le nombre moyen de personnes qui étaient sous-alimentées entre 2016 et 2018 est estimé à 821 millions, la majorité d'entre elles vivant dans des pays à faibles revenus, où 12,9% de la population est sous-alimentée. Les carences nutritionnelles sont responsables de près de 45% des décès des enfants de moins de cinq ans (environ 3,1 millions d'enfants par an) (The Lancet, 2013)ⁱⁱ. On s'attend à une aggravation de ces chiffres du fait de la pandémie de COVID-19, et il est vraisemblable que les plus pauvres notamment en milieu urbain, les personnes vivant dans des zones isolées, les migrants, les travailleurs du secteur informel, les personnes situées dans des zones de conflit et/ou en situation de crise humanitaire, ainsi que les autres catégories vulnérables, sont ceux qui en subiront les conséquences les plus graves.

Compte tenu de ce contexte, le président du CSA, S.E. Thanawat Tiensin, a convoqué une réunion virtuelle extraordinaire du Bureau du CSA et de son Groupe consultatif le jeudi 19 mars 2020, de 10 heures à 11 heures 30 (heure de Rome) et a demandé au HLPE de produire une première note de synthèse provisoire afin de servir de base aux discussions, puis de produire la présente nouvelle version.

Un fort impact mondial dans de nombreux domaines de l'activité humaine

Cette **situation, sans précédent et en rapide évolution, est susceptible de déclencher une récession économique mondiale.** Selon le Rapport intermédiaire de l'OCDE publié le 2 mars 2020ⁱⁱⁱ, le taux de croissance du PIB mondial pourrait descendre à 2,4% (contre 2,9% précédemment prévus) en raison du ralentissement économique provoqué par cette crise sanitaire mondiale. Dans le pire des cas, le taux de croissance du PIB pourrait chuter à 1,5%. Ces projections ont été établies avant les développements plus récents de la propagation de COVID-19 dans l'Union européenne et aux États-Unis et les fortes baisses des marchés boursiers et pétroliers de ces derniers jours.

Des parallèles peuvent être établis avec l'impact de précédentes épidémies (telles les épidémies d'Ébola) et avec la crise des prix alimentaires de 2008, notamment en vue d'en tirer des enseignements pour les recommandations politiques. Ces crises précédentes ont eu des répercussions négatives importantes sur la production agricole, le commerce et la volatilité des prix. **Toutefois, un facteur aggravant est que la crise du COVID-19 actuelle est sans précédent dans son ampleur mondiale et que la situation évolue rapidement, avec de nombreuses inconnues.** Toute réponse doit tenir compte de l'évolution de la situation en termes de gestion des risques.

Au-delà des préoccupations sanitaires immédiates, des impacts à court, moyen et long termes sont attendus sur les systèmes alimentaires et sur la sécurité alimentaire et la nutrition (SAN). **Le COVID-19 a des impacts directs et indirects sur la SAN,** dont les effets véritables dépendent de la situation de base des communautés, des pays et des régions, ainsi que de leur résistance aux chocs. En retour, l'aggravation de la SAN peut faciliter la progression de la pandémie en affaiblissant les systèmes immunitaires: la malnutrition, en influençant l'état du système immunitaire, réduit la capacité à prévenir et à combattre les maladies, y compris les maladies infectieuses.

Dans tous les cas de figure, **les plus pauvres et les catégories les plus vulnérables de la population seront les plus touchés** (notamment les migrants, les personnes déplacées, les habitants des États fragiles ou touchés par des conflits armés). Les populations les plus pauvres et les plus vulnérables ont moins de ressources pour faire face à la perte d'emplois et de revenus, à l'augmentation des prix des denrées alimentaires et à l'instabilité de la disponibilité alimentaire, et ont donc moins de capacité à s'adapter à la crise. Les mesures gouvernementales de couvre-feu et de fermetures dans les secteurs public et privé pour contenir le COVID-19 ont pour effet d'accroître le chômage et, par conséquent, la pauvreté, en particulier au sein des catégories à faible revenu et pour les plus vulnérables. Les pays et régions qui sont actuellement confrontés à d'autres situations d'urgence, comme les conflits armés ou la prolifération des criquets pèlerins, qui ont déjà considérablement accru l'insécurité alimentaire des populations affectées, éprouveront des difficultés encore plus grandes à répondre à la pandémie de COVID-19, du fait des arbitrages entre les ressources affectées à l'urgence sanitaire et celles de l'aide alimentaire. Les pays en crise prolongée souffrent également d'un sous-investissement dans la santé publique et ont souvent subi des dommages à leurs infrastructures de santé^{iv}. Au niveau mondial, il existe un risque majeur que l'augmentation de la demande en ressources publiques pour les urgences internes réduise les contributions à l'aide publique au développement (APD) des pays à faible revenu, y compris le financement de l'ODD2.

1. Impact du COVID-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition (SAN)

La pandémie de COVID-19 **affecte déjà les systèmes alimentaires directement** par ses effets sur l'offre et la demande de nourriture, **et indirectement** – mais c'est tout aussi important – par la diminution du pouvoir d'achat, de la capacité de production et de distribution de nourriture, et l'intensification des tâches de soins, qui auront tous des impacts différenciés et affecteront plus fortement les pauvres et les personnes vulnérables.

Le risque potentiel pour la disponibilité et les prix des denrées alimentaires au niveau mondial dépendra de la durée de l'épidémie et de la sévérité des mesures de confinement nécessaires. Des politiques nationales isolées sont susceptibles d'amplifier les effets de la crise sur la sécurité alimentaire et la nutrition au niveau mondial, en particulier pour les pays à faible revenu et souffrant d'insécurité alimentaire. En outre, l'impact potentiel de la pandémie sur la production alimentaire dans les principaux pays producteurs et exportateurs de denrées alimentaires (par exemple: la Chine, l'UE, les États-Unis) pourrait avoir de graves conséquences sur la disponibilité et les prix de ces denrées au niveau mondial.

L'expérience acquise jusqu'à présent avec l'épidémie de COVID-19 provient principalement de pays industrialisés et à revenus élevés (Chine, Corée du Sud, Italie, États-Unis et Europe, parmi les plus touchés), et l'on constate déjà un impact négatif évident de l'épidémie sur les marchés boursiers, la production industrielle et la demande de pétrole. Toutefois, il est difficile de prévoir l'impact à long terme de l'épidémie sur l'économie dans son ensemble et sur la SAN, en particulier dans les pays à faible revenu, sur la base de l'expérience actuelle. Mais les signes de ralentissement économique et de perturbation des chaînes de valeur alimentaires sont évidents.

La crise économique plus large qui émerge en raison de la crise du COVID-19 pose d'énormes défis pour la sécurité alimentaire et la nutrition au niveau mondial. En particulier, les personnes travaillant en tant que personnel occasionnel, dans les services, la restauration et la vente au détail par exemple, sont confrontées à des pertes d'emploi massives (en partie à cause des politiques de distanciation sociale et en partie à cause du ralentissement économique plus général) et verront donc certainement leurs revenus baisser considérablement. Les premières estimations de l'Organisation internationale du travail (OIT)⁹ indiquent une augmentation significative du chômage et du sous-emploi à la suite de la pandémie. L'évaluation préliminaire de l'OIT suggère qu'une baisse de la croissance du PIB mondial de 2 à 8% entraînerait la perte de 5,3 à 24,7 millions d'emplois. Cela implique en retour d'importantes pertes de revenus pour les travailleurs, estimées entre 860 millions et 3,44 milliards de dollars US.

Même si les denrées alimentaires font l'objet d'un niveau de demande soutenu, les perturbations des chaînes d'approvisionnement et des marchés agroalimentaires peuvent également rendre les moyens de subsistance des producteurs moins sûrs, en particulier de la part de pays ayant adopté des mesures strictes qui entraînent une réduction de la demande globale. En outre, étant donné le caractère saisonnier des systèmes de production agricole, la plupart des producteurs alimentaires d'aujourd'hui, en particulier dans le monde en développement, ont des activités non agricoles et non liées à l'exploitation, tant au niveau national qu'international, afin de soutenir leurs moyens de subsistance et de mobiliser également des capitaux pour les investissements dans leurs exploitations. Une réduction de la capacité des travailleurs agricoles à se rendre à leur travail, tant au niveau national qu'international, contribuant à une baisse des revenus pour la sécurité alimentaire et les investissements en capital, pourrait avoir des conséquences directes sur l'accès des populations à la nourriture, dès à présent ou dans un avenir très proche.

L'inévitable récession économique mondiale est également susceptible d'avoir des conséquences à plus long terme sur la sécurité alimentaire, la nutrition et la pauvreté. La récession à venir sera très différente de la crise économique précédente dans la mesure où nous n'assisterons pas à une flambée des prix des produits agricoles de base de la même manière que lors de la crise financière de 2008. Bien qu'il puisse y avoir des hausses de prix au niveau du commerce de détail comme nous l'avons mentionné ci-avant, on s'attend à ce que les prix des produits de base baissent en raison d'un manque de demande. En outre, au cours de cette période, en raison de la pression à la baisse actuelle des prix du pétrole – due à la conjonction de la baisse de la demande et d'un désaccord entre les pays producteurs –, nous ne constatons pas actuellement les mêmes types de pressions entraînant une augmentation des prix des denrées alimentaires. Néanmoins, les chocs sur l'offre et la demande de denrées alimentaires sont susceptibles d'affecter la sécurité alimentaire des populations.

Impact du COVID-19 sur l'offre, la demande et l'accès à la nourriture

Les impacts du COVID-19 sur l'offre et la demande alimentaires affecteront directement et indirectement les quatre piliers de la sécurité alimentaire et de la nutrition (SAN): disponibilité, accès, utilisation et stabilité. On s'attend également à ce que les mesures de confinement adoptées dans plusieurs pays aient des effets immédiats, et ces mesures auront également des répercussions à plus long terme sur l'ensemble de l'économie mondiale.

Conséquences pour l'approvisionnement alimentaire

Alors que le nombre de cas de COVID-19 augmente dans tous les pays, il est probable que les chaînes d'approvisionnement agroalimentaire seront perturbées en avril-mai 2020, selon la FAO^{vi}. Bien qu'il y ait eu suffisamment de denrées alimentaires dans les chaînes de distribution au début de la crise, les perturbations des chaînes d'approvisionnements ont suivi l'apparition des foyers épidémiques du fait de l'augmentation des achats de panique par les personnes anxieuses de la survenue éventuelle de difficultés d'approvisionnement alimentaire en cas de blocage. Plus une pandémie est grave ou se poursuit dans le temps, plus il est probable que des perturbations plus graves se produisent, réduisant la disponibilité des denrées alimentaires sur les marchés à moyen et long termes. Ces perturbations peuvent être dues au fait que les producteurs eux-mêmes sont touchés par la maladie, ou à la perturbation des marchés par les politiques visant à contenir le virus et à l'affaiblissement de la capacité de production, de transformation et de transport des denrées alimentaires qui en résulte. Un problème spécifique est l'accès aux intrants à temps pour la saison de plantation agricole, car la perturbation de marchés et les retards résultant des difficultés de transport sont susceptibles d'affecter les rendements et les revenus. La restriction des mouvements des travailleurs entraînera des pénuries de main-d'œuvre, particulièrement dans le cas des cultures à forte intensité de main-d'œuvre, comme les fruits et légumes. La perturbation des chaînes alimentaires et les politiques de distanciation sociale peuvent également affecter les politiques sociales, notamment pour les enfants qui dépendent des repas scolaires alors que les écoles ferment. Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), environ 320 millions d'enfants ont déjà vu leur école primaire fermée à cause du COVID-19, et la plupart d'entre eux n'ont donc plus accès aux repas scolaires.^{vii}. La baisse de la demande due à la diminution du pouvoir d'achat affectera à son tour la capacité et la volonté des agriculteurs et des producteurs à investir et à adopter des technologies adéquates, et réduira encore la production et la disponibilité des denrées alimentaires.

Conséquences pour la demande alimentaire

Les politiques de distanciation sociale et les maladies entraînent une **baisse de la demande globale** et de la **demande en services liés à l'alimentation** (par exemple: restaurants, hôtels), avec des répercussions en termes de perte d'emplois, de revenus et de moyens de subsistance. Avec la mise en place de politiques de confinement et de distanciation sociale, la pandémie crée d'abord un pic de la demande, en raison de l'achat et de l'accumulation de nourriture par les consommateurs sous l'effet de la panique, ce qui augmente la demande alimentaire à court terme, principalement de la part de ceux qui ont les moyens de réaliser des achats de précaution excessifs de nourriture pour la stocker chez eux. Toutefois, on s'attend à ce que cette hausse des achats à court terme soit suivie d'une tendance à la baisse de la demande, tant en termes de capacité physique à acheter des denrées alimentaires en raison des restrictions de mouvement et de la fermeture de restaurants ou d'autres établissements de restauration, qu'en termes de perte de revenus et de pouvoir d'achat liée à la perte d'emplois et au gel des secteurs économiques. La tendance à la préférence à court terme pour les aliments conditionnés, perçus comme plus sûrs ou plus commodes, pourrait engendrer des changements à long terme, avec des répercussions sur les systèmes alimentaires, les moyens de subsistance des producteurs d'aliments et la diversité des régimes alimentaires.

Conséquences pour l'accès à la nourriture

Les perturbations de l'approvisionnement ainsi que les **pertes d'emplois et de revenus** décrites ci-dessus frapperont particulièrement durement les travailleurs à bas salaire et les travailleurs occasionnels, dont l'épargne et l'accès aux soins de santé publics sont souvent plus limités. En l'absence de garde-fous sociaux adaptés et d'un soutien des revenus solide, les travailleurs pauvres verront leur capacité à accéder à des aliments nutritifs diminuer dans de nombreuses situations. De nombreux ménages se tourneront vers des produits dits «de moindre qualité» pour réduire leurs coûts, ainsi que vers des produits à plus grande durée de conservation, qui pourraient être des aliments plus transformés et moins nutritifs dans les pays industrialisés, ou des aliments moins transformés et sans doute plus nutritifs dans les pays moins industrialisés. Cependant, ces produits ont également un coût en termes d'exigence accrue en de temps de travail (généralement des femmes) pour transformer ces aliments, comme cela s'est révélé lors de la mise en place des programmes d'ajustement structurel dans les années 1980.

En bref...

Les effets du COVID-19 sur l'offre, la demande et l'accès sont liés les uns aux autres et affectent les systèmes alimentaires de manière complexe. Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement affectent les schémas et les paramètres d'offre et de demande, tandis que les difficultés économiques affectent l'accès, ce qui a une influence la demande alimentaire globale ainsi que sur les décisions relatives aux chaînes d'approvisionnement. Tous ces effets se répercutent en fin de compte sur l'ensemble des éléments de la SAN.

2. Messages-clefs

En raison des changements décrits ci-avant, tant en termes de lutte contre la maladie que de retombées économiques plus larges, **la disponibilité alimentaire est affectée à court et à long termes. L'accès à la nourriture est également compromis**, en particulier pour ceux qui travaillent dans des secteurs susceptibles de connaître des pertes d'emploi dues à la récession, ainsi que pour les pauvres, qui risquent de voir leur situation empirer. **La nutrition risque d'être affectée**, car les gens optent pour des aliments plus abordables, à plus grande durée de conservation et préemballés, pouvant être moins nutritifs, et les fruits et légumes frais deviennent moins disponibles en raison des achats de panique et des perturbations dans les systèmes alimentaires. **La stabilité est compromise**, car les marchés sont eux-mêmes très instables, ce qui entraîne un grand degré d'incertitude. Enfin, **la capacité des gens à exercer leur agencité dans leur relation avec les systèmes alimentaires est compromise, car les inégalités s'accroissent.**

La crise du COVID-19 entraîne une **instabilité des marchés alimentaires locaux et mondiaux**, ce qui **perturbe l'approvisionnement et la disponibilité des denrées alimentaires.**

Les plus pauvres seront les plus touchés par les perturbations des systèmes alimentaires du COVID-19. Des segments spécifiques de la population sont plus vulnérables aux impacts directs et indirects sur la sécurité alimentaire (par exemple: les personnes âgées, les malades, les personnes souffrant d'insécurité alimentaire, les pauvres, les personnes en situation de crise prolongée).

Le ralentissement prévu de la croissance économique devrait aggraver la faim, ralentissant ainsi les efforts mondiaux pour atteindre les objectifs de la SDG2. Comme l'indique le rapport SOFI 2019, «la faim a augmenté dans de nombreux pays où l'économie a ralenti ou s'est contractée, principalement dans les pays à revenu intermédiaire» (FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS, 2019).

La crise actuelle met en évidence les défis existants dans les systèmes alimentaires et souligne la nécessité d'améliorer la résilience des chaînes d'approvisionnement alimentaire et des systèmes alimentaires en général. La façon dont la crise se déroulera est incertaine, mais il est presque certain qu'elle n'aura pas les mêmes effets sur les différentes classes sociales, les zones urbaines et rurales, les pays développés et en développement, etc.

Les actions visant à minimiser la propagation du COVID-19 (auto-isollement, fermeture de restaurants, restrictions de mouvements, etc.) **ont un impact sur la sécurité alimentaire et la nutrition, et la maladie elle-même influence la production et la distribution des aliments.** La concurrence entre les priorités en matière de ressources gouvernementales peut entraîner des tensions entre les priorités en matière de soins de santé et de sécurité alimentaire. En particulier, il est essentiel que les travailleurs et les intrants nécessaires à la production agricole puissent circuler dans les mois à venir, lorsque la majeure partie de la production mondiale sera en cours.

L'aggravation de la situation de la SAN peut également se répercuter négativement sur la progression de la pandémie, par l'affaiblissement des systèmes immunitaires, en particulier de ceux des plus vulnérables à l'impact économique de la crise.

Les agences gouvernementales et internationales travaillent à pleine capacité pour faire face à la crise du COVID-19 et, par conséquent, **des ressources pourraient être retirées aux crises de sécurité alimentaire existantes.**

Les conséquences du COVID-19 pour la santé publique sont plus larges que celles de la maladie proprement dite en raison des répercussions sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

Le risque de transmission du COVID-19 par la consommation d'aliments est considéré comme minime (FSANZ^{viii}, AESA^{ix}); toutefois, la FAO recommande des précautions lors de la manipulation et de la consommation de viande d'animaux sauvages^x et l'OMS fournit des recommandations préliminaires sur les mesures d'hygiène à prendre lors de la manipulation des aliments, afin de garantir la sécurité alimentaire^{xi}.

Bien que certaines espèces sauvages aient été montrées du doigt comme étant à l'origine du COVID-19, il est important de ne pas diaboliser les produits de la cueillette et de la chasse, qui sont une source importante de diversité alimentaire dans certaines régions du monde, et de considérer plutôt les forces structurelles plus larges en jeu qui ont conduit à la destruction des habitats et à des interactions plus fréquentes entre l'homme et la faune. En outre, la provenance de nombreux aliments sauvages est devenue moins traçable à mesure que leur commerce s'est intensifié.

La surveillance de la santé animale (animaux sauvages et d'élevage) est essentielle pour éviter les crises de santé humaine, comme l'a montré la maîtrise de la crise de la grippe aviaire en 2003-2010.

La crise du COVID-19 aura des **implications à court et à long terme** pour la sécurité alimentaire et la nutrition.

La situation évolue rapidement et les circonstances peuvent changer, présentant de nouveaux défis.

3. Recommandations

- Tout comme la gestion du COVID-19 nécessite une réponse coordonnée au niveau mondial, il en va de même pour ses conséquences pour la sécurité alimentaire. **Le CSA devrait jouer un rôle de premier plan dans la coordination des orientations politiques mondiales en matière de sécurité alimentaire**, en étroite collaboration avec les autres Agences, telles que l’OMS, la FAO et le PAM, ainsi qu’avec l’Envoyée Spéciale du Secrétaire général des Nations unies pour la préparation du Sommet mondial des systèmes alimentaires de 2021.
- **Les gouvernements devraient donner la priorité aux personnes les plus vulnérables et les plus touchées par le COVID-19 et ses effets**, comme les personnes âgées, les malades, les personnes déplacées et les plus pauvres en milieu urbain. Le rôle spécifique des femmes dans la santé et les systèmes alimentaires devrait être reconnu, en tant que productrices, transformatrices et utilisatrices de denrées alimentaires. La solidarité entre les personnes et les groupes sociaux devrait être encouragée en continuant, en priorité, à donner à chacun les moyens et le soutien nécessaires pour collaborer et coopérer afin de faire face aux nouveaux défis.
- Il convient de faire jouer les **mécanismes de protection sociale** pour les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables pendant et après la crise du COVID-19, y compris des dispositions sur le droit à l’alimentation, tant en termes de quantité que de qualité nutritionnelle. Ces mécanismes devraient **fournir une assistance essentielle à court terme et soutenir les moyens de subsistance à long terme**.
- Lors de l’élaboration de plans d’action visant à minimiser le COVID-19, **les gouvernements doivent prendre en compte les interactions plus larges avec la sécurité alimentaire et la nutrition**. Les gouvernements doivent être attentifs aux arbitrages financiers entre la santé publique et la sécurité alimentaire. Les plans d’action devront également tenir compte du fait qu’il s’agit d’une situation qui évolue rapidement et qui a des répercussions différenciées selon les groupes sociaux.
- Les gouvernements devront **soutenir les chaînes d’approvisionnement alimentaire** et éviter les perturbations dans la circulation et le commerce des denrées alimentaires, afin de garantir leur bon fonctionnement face à la crise et d’accroître la résilience des systèmes alimentaires pour qu’ils puissent soutenir la sécurité alimentaire et la nutrition.
- Il est essentiel que **les travailleurs et les intrants nécessaires à la production agricole puissent circuler dans les mois à venir**, qui sont ceux au cours desquels la majeure partie de la production mondiale est réalisée.
- Les gouvernements nationaux devraient aider les communautés et les citoyens locaux à **accroître la production alimentaire locale** (y compris les jardins familiaux et communautaires) par des mesures de relance appropriées (financières et en nature) afin de **renforcer la résilience alimentaire, de réduire au minimum le gaspillage de nourriture** et d’éviter les achats excessifs pour **garantir un accès équitable à la nourriture** à tous.
- Les gouvernements devraient **fournir des directives adaptées aux travailleurs de l’industrie alimentaire impliqués dans la production**, la manipulation et la transformation des aliments, afin de les aider à éviter d’être contaminés et de propager le COVID-19.
- Les gouvernements devraient **recueillir et partager des données**, et encourager la recherche sur l’impact de la pandémie COVID-19 sur les systèmes alimentaires.

- **Le CSA devrait réexaminer ses priorités de travail**, notamment la manière dont le Groupe d'experts de haut niveau pourra continuer à apporter son éclairage scientifique sur les effets de la crise du COVID-19 dans le cadre de l'élaboration en cours de son prochain rapport.

-
- i L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, 2019.
Lien de téléchargement: <http://www.fao.org/publications/sofi/fr/>
 - ii Black et al (2013) Maternal and Child Undernutrition and Overweight in Low-and Middle-Income Countries: Prevalences and Consequences, The Lancet Launch Symposium (6 June 2013, London). Available at: http://download.thelancet.com/flatcontentassets/pdfs/nutrition_2.pdf
 - iii OCDE (2020), *Perspectives économiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire mars 2020*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/0262bc62-fr>.
 - iv <https://www.csis.org/analysis/impact-covid-19-humanitarian-crises>
 - v https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms_739156.pdf
 - vi <http://www.fao.org/2019-ncov/q-and-a/fr/>
 - vii <https://www.wfp.org/news/world-food-programme-gears-support-children-left-without-meals-due-covid-19-school-closures>
 - viii <https://www.foodstandards.gov.au/consumer/safety/Pages/NOVEL-CORONAVIRUS-AND-FOOD-SAFETY.aspx>
 - ix <https://www.efsa.europa.eu/fr/news/coronavirus-no-evidence-food-source-or-transmission-route>
 - x <http://www.fao.org/2019-ncov/q-and-a/fr/>
 - xi <https://www.who.int/fr/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019/advice-for-public/q-a-coronaviruses>